

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 19 février 2018**

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>56</b>	<b>19</b>

N° de la séance : 13

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - Protocole conventionnel avec le Département relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE

- Original
  - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.013

Date de la convocation :  
**Le 13/02/2018**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **27 FEV. 2018**

de la réception s/Préfecture  
en date du **28 FEV. 2018**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix-huit et le 19 février à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI

**PROCURATIONS :**

Joseph LE CHAPELAIN à Jean-Bernard MION, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Eric DUPLAY à Anne-Marie BOUSQUET, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Khéra BADAoui à Françoise THOMEL

**ABSENTS :**

Henri GANNARD, André-Luc SEITHER, Jacques GENTE, Cléa PUGNAIRE, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Jean-Pierre DERMIT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Déborah MINEI**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Madame SALUCKI,**

La communauté d'agglomération a créé, en 2015, un plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE).

Depuis sa création ce service a été cofinancé par le Département et le Fonds Social Européen dans le cadre de l'appel à projet du Département des Alpes-Maritimes intitulé « *accompagnement vers l'emploi territorialisé – Programme Opérationnel du FSE pour l'emploi et l'inclusion en métropole 2014-2020* ».

Des conventions définissaient, pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 31 décembre 2015 et du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2017, le périmètre de la collaboration entre la CASA et le Département des Alpes-Maritimes.

Une nouvelle convention fixe, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2020, le contenu et les objectifs de l'action ainsi que les obligations générales et les modalités de financement et d'évaluation de l'action.

La participation financière pour l'année 2018 est fixée à 88 000 €, les montants pour les années 2019 et 2020 seront définis par voie d'avenant aux vues des résultats et objectifs.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le protocole conventionnel entre le Département des Alpes-Maritimes et la CASA relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la CASA ou son représentant à signer ledit protocole ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la recette sur le chapitre 74, section de fonctionnement du Budget Principal, fonction 523 « PLIE » de la Direction de la Cohésion Sociale.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver le protocole conventionnel entre le Département des Alpes-Maritimes et la CASA relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la CASA ou son représentant à signer ledit protocole ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la recette sur le chapitre 74, section de fonctionnement du Budget Principal, fonction 523 « PLIE » de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE

A ANTIBES LE 19 février 2018

Suivent les signatures

Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI





## DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE  
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE  
POUR LE DEVELOPPEMENT DES  
SOLIDARITES HUMAINES

DIRECTION DE L'INSERTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE

SERVICE DU PILOTAGE ET DU CONTRÔLE DES PARCOURS D'INSERTION

### **PROTOCOLE CONVENTIONNEL N° 2018-2020 DGADSH – PC 95**

entre le Département des Alpes-Maritimes

et la Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis (CASA)

relative à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du Plan local pour l'insertion et l'emploi  
(PLIE)  
(Années 2018-2020)

*Entre : le Département des Alpes-Maritimes,*

représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, BP 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de la Commission permanente en date du 8 décembre 2017, ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

*Et : la Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis (CASA),*

représentée par le Président de la CASA, Monsieur Jean LEONETTI, domicilié en cette qualité, 449 route des Crêtes, les Genêts, BP 43, 06901 Sophia Antipolis Cedex, ci-après dénommée « le cocontractant »

d'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active ;

VU le décret n° 2010-961 du 25 août 2010 relatif à l'extension du revenu de solidarité active aux jeunes de moins de 25 ans ;

VU le décret du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis ;

VU la délibération n° 168/03 du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis du 24 novembre 2003 reconnaissant le Plan local pour l'insertion et l'emploi d'intérêt communautaire ;

VU la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 n° C (2011) 9380 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous la forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général, le cas échéant ;

Vu la décision de la Commission européenne du 10 octobre 2014 n° C(2014)7454 portant adoption du programme opérationnel national FSE pour l'emploi et l'inclusion en métropole ;

VU la délibération n° cc2015.050 du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis du 15 juin 2015 portant création du Plan local pour l'insertion et l'emploi de la CASA ;

VU la convention du 23 juin 2016 relative au dispositif départemental d'orientation et d'accompagnement ;

VU l'appel à projet initié le 20 septembre 2017 par le Département des Alpes-Maritimes pour la période 2018-2020 ;

VU la délibération du conseil communautaire du ..... approuvant le protocole d'accord, pour la période 2018-2020 ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 8 décembre 2017 relative à la politique d'insertion ;

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Aux termes de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le Revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion, le Département a l'obligation d'accompagner chaque bénéficiaire du RSA à sa charge.

Dans le cadre des orientations du Programme départemental d'insertion (PDI) et afin de répondre aux besoins du public rencontrant des difficultés d'insertion, le Département a retenu la proposition du cocontractant de conduire au sein du dispositif du cocontractant une action d'accompagnement socioprofessionnel pour les bénéficiaires du RSA soumis aux droits et devoirs.

Le présent protocole conventionnel a pour objet de mettre en place un partenariat avec le cocontractant visant à la mission de référent unique, à conduire une action d'accompagnement socioprofessionnel pour les bénéficiaires du RSA soumis aux droits et devoirs et de définir les modalités de mise en œuvre de cet accompagnement.

A ce titre, il est signataire de la convention définissant le dispositif départemental d'orientation et d'accompagnement dans le cadre de la mise en œuvre du RSA et nommé référent unique pour les bénéficiaires rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi et nécessitant un accompagnement socioprofessionnel.

### **ARTICLE 2 : CONTENU ET OBJECTIFS DE L'ACTION**

#### 2.1. Présentation de l'action :

Le Département a défini les rôles et missions du référent unique RSA et mis à sa disposition l'offre départementale d'insertion.

**L'accompagnement** : selon l'article L.262-27 du code de l'action sociale et des familles, le bénéficiaire du RSA a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique.

Pour ce faire, le cocontractant s'engage à :

- nommer un chargé de parcours pour les bénéficiaires du RSA soumis aux droits et devoirs qui intègrent l'action ;
- informer le bénéficiaire des droits et devoirs du dispositif RSA ;
- détecter les freins sociaux ou professionnels empêchant la reprise d'une activité ;
- construire un projet professionnel et déterminer les actions et objectifs à atteindre ;
- proposer les outils d'insertion mis à disposition par l'ensemble des partenaires et institutions compétentes.

L'accompagnement est matérialisé par un Contrat d'engagements réciproques (CER).

**Le Contrat d'engagements réciproques (CER)** : conformément à l'article L.262-36 du code de l'action sociale et des familles qui en précise les modalités, le CER :

- est composé d'engagements réciproques, librement débattus ;
- mentionne les engagements pris par le bénéficiaire dans sa recherche d'emploi et précise sa formation, ses qualifications, ses connaissances et compétences acquises, sa situation personnelle et familiale ainsi que la situation au regard de l'emploi, la nature et les caractéristiques de l'emploi recherché ;
- retrace les actions que le cocontractant s'engage à mettre en œuvre notamment en matière d'accompagnement personnalisé.

L'absence de signature du CER, au début de l'accompagnement ou dans le cadre d'un renouvellement ainsi que le non-respect, peuvent entraîner la suspension du versement de l'allocation RSA. Dans ce cas, le cocontractant doit informer, sans délai, l'Unité administrative d'insertion (UAI). Cette suspension ne pourra intervenir sans que le bénéficiaire ait été mis en mesure de faire connaître ses observations dans un délai qui ne peut excéder un mois (article L.262-637 de la loi n° 2008-1249 au 1<sup>er</sup> décembre 2008).

Dans le cas où l'accompagnement du cocontractant ne serait plus adapté au parcours d'insertion du bénéficiaire, une procédure de réorientation vers un autre référent unique est activée. La procédure de réorientation est nécessaire dès lors que la situation sociale du bénéficiaire empêche la reprise d'une activité professionnelle.

Dans le cadre de sa mission de référent unique, le cocontractant est tenu d'informer le Responsable territorial de l'insertion (RTI) de tout changement de situation qui pourrait intervenir et avoir une incidence sur le versement de l'allocation RSA.

A ce titre, le cocontractant doit respecter les procédures et délais en vigueur, arrêtés et transmis par le Département.

## 2.2. Modalités opérationnelles :

Engagements du Département :

- le Département s'engage à transmettre annuellement au cocontractant des statistiques générales concernant le dispositif du RSA sur le territoire de la Métropole Nice Côte d'Azur. Des données ponctuelles peuvent être sollicitées par le cocontractant ;
- le Département autorise l'accès au Dossier unique d'insertion (DUI) pour chaque référent unique et responsable de la structure. Par l'utilisation de cet outil, le cocontractant pourra consulter les données concernant les bénéficiaires dont il est référent, dans le respect des contraintes informatiques et légales (consultation de l'état des droits, de la soumission aux droits et devoirs, du référent, du parcours d'insertion et d'autres données sociaux professionnelles). Dans ce cadre, le Département s'engage à assurer la formation des nouveaux agents ainsi qu'une aide en cas de difficultés d'utilisation.

Engagements du cocontractant :

- dans le cadre du DUI, le cocontractant devra utiliser les formulaires dématérialisés mis à sa disposition dans cet outil (contrat d'engagements réciproques, demande de changement de référent, demande d'aides matérielles...). Pour cela, le cocontractant devra en faire la demande par courrier au Département et remplir par agent à habilité un formulaire spécifique fourni par le Service du pilotage et du contrôle des parcours d'insertion (SPCPI). Il comportera les nom, prénoms, mails et fonctions de chaque utilisateur ainsi que le type de connexion souhaitée. Un retour individuel sera fait par mail en précisant les modalités de connexion (avec identifiant et mot de passe provisoire). De plus, le cocontractant tiendra à jour une liste du personnel habilité à accéder au DUI et devra informer le SPCPI, par mail ([spcpi@departement06.fr](mailto:spcpi@departement06.fr)), de tout changement de personnel. Cet accès étant individuel, un nouvel identifiant sera alors envoyé à chacun des nouveaux agents.

## 2.3. Objectifs de l'action

Pour l'année 2018, l'objectif est le suivi d'au moins 160 bénéficiaires du RSA soumis aux droits et devoirs, selon les critères d'intégration suivants :

- être domicilié dans une commune du PLIE ;
- être âgé de plus de 26 ans ;
- comprendre et s'exprimer en français ;
- être volontaire pour une reprise d'emploi ;
- être disponible pour l'accompagnement PLIE (acceptation des personnes travaillant à temps partiel réduit pour autant qu'elles soient disponibles et des personnes RQTH lorsque restrictions légères).

Une attention particulière sera portée sur le taux de contrats et notamment la réalisation d'un taux de contrats moyen sur l'année égal ou supérieur à 70 % (un écart de 2 % sera toléré).

## **ARTICLE 3 : MODALITES D'EVALUATION**

3.1 La présente action fera l'objet d'une évaluation mensuelle, semestrielle et annuelle au moyen des indicateurs suivants, fournis par le Département :

- un tableau mensuel de sortie à l'emploi
- un pré-bilan portant sur les 6 premiers mois, certifié conforme par le responsable, avant le 31 juillet 2018 ;
- un bilan de l'action accompagné de ses annexes, certifié conforme par le responsable, au plus tard le **15 janvier 2019** afin de permettre au Département le contrôle et le pilotage de l'action.

3.2 Les documents à produire seront transmis par courrier au Département ou par mail à l'adresse suivante : [spcpi@departement06.fr](mailto:spcpi@departement06.fr)

3.3 Un comité de suivi sera institué.

Il sera composé de représentants du Département et de membres du cocontractant. Il se réunira au moins une fois dans l'année. Les réunions feront l'objet d'un compte rendu adressé aux parties concernées.

## **ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES**

### 4.1. Montant du financement :

Le montant de la participation financière accordée par le Département, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018, s'élève à **88 000 €**.

Pour les exercices 2019 et 2020, la participation financière du Département est conditionnée par son vote effectif au budget départemental, par l'assemblée plénière.

La somme annuelle allouée en 2019 et en 2020 par le Département, au cocontractant, est spécifiée par avenant au présent protocole conventionnel.

### 4.2. Modalités de versement :

Le versement sera effectué selon les modalités suivantes et conformément aux règles de la comptabilité publique :

- un premier versement de 80 % du financement accordé, soit la somme de **70 400 €**, dès notification du présent protocole conventionnel ;
- le solde de 20 % soit la somme de **17 600 €**, sera versé sur demande écrite et sur production du bilan annuel visé à l'article 3.

Par ailleurs, en application de l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales qui dispose que « tout cocontractant, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », le cocontractant devra tenir à disposition des services départementaux les rapports d'activité, revues de presse, outils de communication relatifs aux périodes couvertes par la convention et à la consommation détaillée des crédits ainsi obtenus.

Le cocontractant devra également transmettre au Département, dans les six mois qui suivent la fin de l'année civile au titre de laquelle a été accordée la subvention, une « copie certifiée du budget et des comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tout document faisant connaître les résultats de leur activité » et notamment un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

## **ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET ET DUREE DU PROTOCOLE CONVENTIONNEL**

Le présent protocole conventionnel est applicable du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020.

## **ARTICLE 6 : MODIFICATION ET RESILIATION DU PROTOCOLE CONVENTIONNEL**

### 6.1. Modification :

Le présent protocole conventionnel pourra être modifié par voie d'avenant, préalablement soumis pour accord aux deux parties.

La demande de modification du présent protocole conventionnel sera réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

En cas de changement de statut juridique du cocontractant, la présente convention sera modifiée par voie d'avenant, pris après information préalable et accord exprès du Département sur le transfert du présent protocole conventionnel.

Le cocontractant transmettra notamment au Département l'ensemble des pièces relatives au changement de son statut juridique : procès-verbal du conseil d'administration, délibération autorisant le changement de statut ou le transfert à une autre entité, RIB et documents administratifs nécessaires au transfert de titulaire.

### 6.2. Résiliation :

#### *6.2.1. Modalités générales :*

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution du présent protocole conventionnel par le cocontractant, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-observation des clauses du présent protocole conventionnel et après mise en demeure par le Département, effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant 30 jours calendaires, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résolution en justice, ni de remplir aucune formalité.

Le cas échéant, le cocontractant sera alors tenu de reverser au Département les sommes indûment perçues.

#### *6.2.2. Résiliation pour inexécution des obligations contractuelles :*

Le Département peut mettre fin au protocole conventionnel lorsqu'il apparaît que le cocontractant n'a pas respecté les clauses contractuelles, a contrevenu à ses obligations réglementaires, n'a pas respecté les délais d'exécution prévus.

Cette résiliation intervient après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans le délai de 30 jours. Elle ne donne lieu à aucune indemnisation.

#### *6.2.3. Résiliation unilatérale :*

Le Département peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution du présent protocole conventionnel pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du protocole conventionnel est notifiée au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

#### *6.2.4. Résiliation suite à disparition du cocontractant :*

En cas de disparition du cocontractant, le Département peut résilier le protocole conventionnel ou accepter sa continuation par le repreneur. Un avenant de transfert est établi à cette fin conformément à l'article 6, alinéa 1.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de la disparition juridique du cocontractant. Elle n'ouvre droit pour le cocontractant, ou ses ayants droit, à aucune indemnité.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du cocontractant, le protocole conventionnel est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du cocontractant dans un délai de 30 jours.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le cocontractant, à aucune indemnité.

### **ARTICLE 7 : COMMUNICATION**

Le cocontractant s'engage, en termes de communication, à mettre en œuvre les moyens nécessaires à une valorisation de la contribution du Département, ainsi qu'à informer systématiquement et au préalable le Département des dates et lieux des opérations mises en place dans le cadre de la promotion de l'évènement.

D'une façon générale, le cocontractant fera en sorte de mettre en valeur et de rendre clairement visible le logo du Département des Alpes-Maritimes sur toutes publications réalisées. Il devra soumettre au Département, pour accord préalable et écrit, les documents reproduisant le logo du Département. Celui-ci sera reproduit dans les conditions de taille et selon un emplacement mettant en avant l'importance de cette relation.

Le cocontractant devra, en plus de la présence du logo sur les supports de communication :

- adresser des invitations lorsqu'il organise ses manifestations ;
- autoriser le Département à mettre de la signalétique promotionnelle sur le lieu de l'évènement ;
- prévoir la présence de l'édito du Président du Département sur la brochure de présentation ;
- prévoir une page de publicité dans la brochure de l'évènement ;
- intégrer une fiche d'information sur les actions du Département dans le dossier de presse de l'évènement ;
- intégrer le logo du Département sur le site internet renvoyant sur le site de la collectivité.

### **ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES**

Le cocontractant devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont pourraient être victimes ou responsables les personnes physiques dans le cadre de l'exécution du présent protocole conventionnel, pendant la durée de l'action et en lien direct avec celle-ci.

### **ARTICLE 9 : LITIGES**

Les deux parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent protocole conventionnel ou à son exécution au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre cocontractant.

A défaut de résolution amiable intervenue dans le délai d'un mois, suite à réception de la lettre recommandée avec accusé de réception mentionnée à l'alinéa précédent, les litiges relatifs à la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Nice.

### **ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

### 10.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution du présent protocole conventionnel et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de protocole conventionnel et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si, pour l'exécution du présent protocole conventionnel, les parties ont recours à des prestataires de services, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate du protocole conventionnel, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

### 10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le cocontractant signataire du protocole conventionnel s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 et, notamment, les formalités déclaratives auprès de la CNIL.

### 10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe au présent protocole conventionnel.





Nice, le

le Président du Département  
des Alpes-Maritimes,

Charles Ange GINESY

le Président de la Communauté  
d'agglomération Sophia Antipolis,

Jean LEONETTI

## **ANNEXE AU PROTOCOLE CONVENTIONNEL PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le cocontractant qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le cocontractant, signataire du protocole conventionnel (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au cocontractant, signataire du protocole conventionnel d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le cocontractant dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le cocontractant, signataire du protocole conventionnel, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;

- Le cocontractant s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le cocontractant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le cocontractant fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le cocontractant s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le cocontractant documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le cocontractant met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES



*Le Président*

	Attrib.	Copie	Observations
PDT			
V / PDT			
DGS			
DGAR		X	DEI
DGA VSC	X		DCS
DGA DEAD		X	
DGA CV			
DAGJC			
COM			

**Docteur Jean LEONETTI**  
Maire d'Antibes  
Président de la Communauté  
d'agglomération Sophia Antipolis  
Les Genêts  
449 route des Crêtes  
BP 43  
06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

Nice, le 08 DEC. 2017

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de porter à votre connaissance que, sur ma proposition, la Commission permanente qui s'est réunie ce jour, a accordé à votre organisme une subvention d'un montant de 88 000 €, permettant l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE).

Le protocole conventionnel, qui détaillera les modalités d'application, vous sera adressé prochainement.

Heureux d'avoir pu répondre à votre attente et restant à votre entière disposition,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

*Bien amicalement.*

**Charles Ange GINESY**



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 19/02/2018  
Numéro : CC\_2018\_013  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - Protocole conventionnel avec le Département relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE  
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : QPFhsK6

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 28/02/2018  
Identifiant : 006-240600585-20180219-CC\_2018\_013-DE

**Acte reçu**

Date : 19/02/2018  
Numéro interne : CC\_2018\_013  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 5  
Objet : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - Protocole conventionnel avec le Département relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 99\_DE-006-240600585-20180219-CC\_2018\_013-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_AU-006-240600585-20180219-CC\_2018\_013-DE-1-1\_2.PDF

N